

COMMUNE DE SAINT CLAIR DU RHÔNE - Isère

ARRETE DU MAIRE N°2024-057

Objet : Occupation du domaine public ouverture tranchée RD37 tranchée pour passage FIBRE optique prolongation de l'arrêté n°206/2023

Le Maire de la Commune de SAINT CLAIR DU RHONE,

VU le Code de la Route, notamment les articles R 1, R 44, R 53-2, et R 225,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre 1 8^{ème} partie approuvée le 15 juillet 1974 et la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983.

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982,

VU la demande de l'entreprise CIRCET représentée par monsieur FERRABUE Guillaume située 41 rue des Frères Lumière 69680 CHASSIEU en date du 26 mars 2024

CONSIDERANT que pour permettre à l'entreprise CIRCET de réaliser des travaux de réalisation de tranchée dans le cadre du déploiement de la fibre optique BOUYGUES TELECOM RD37 au profit de BOUYGUES TELECOM sur la commune à Saint Clair du Rhône, il y a lieu de réglementer la circulation au droit du chantier.

CONSIDERANT que la section concernée est située en agglomération.

ARRETE

Article 1- Dans le but de réaliser des travaux de tranchée pour le passage de la fibre optique BOUYGUES TELECOM au profit de BOUYGUES TELECOM, RD37 sur la commune de SAINT CLAIR DU RHONE.

Les travaux nécessiteront une signalisation adaptée et sera confiée à l'entreprise CIRCET.

La voie de circulation sera réduite et sera réglementée par la mise en place d'un alternat par feu tricolore ou manuel.

A partir du 01 janvier 2024 et ce durant toute la durée des travaux c'est-à-dire jusqu'au mardi 30 avril 2024.

Article 2- Pendant l'exécution de ces travaux, la circulation des véhicules sera réglementée. Le stationnement sera interdit au droit du chantier.

Article 3- La signalisation temporaire réglementaire nécessaire, conforme à l'instruction interministérielle (Livre 1-8^{ème} partie) approuvée par arrêté interministériel le 6 novembre 1992 et aux manuels du chef de chantier, sera fournie et mise en place par l'entreprise, sous sa responsabilité.

Article 4- Le présent arrêté entrera en vigueur à compter du lundi 1^{er} janvier 2024 et ce jusqu'au mardi 30 avril 2024.

Article 5- Lors de l'achèvement des travaux et avant le rétablissement normal de la circulation, la chaussée ainsi que le trottoir devront être remis en état, propres, et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur.

Article 6- Les agents de la force publique et toutes les personnes habilitées à constater les infractions à la police de la circulation sont chargés de l'exécution du présent arrêté. Tous véhicules en infraction au présent arrêté seront enlevés par la fourrière aux frais et risque du contrevenant.

Article 7- Le présent arrêté sera affiché aux abords immédiats du chantier.

Article 8- Le présent arrêté sera adressé à :

- M. Le Commandant de Gendarmerie Brigade de St Clair du Rhône
- L'entreprise CIRCET
- M. le Directeur des services techniques de la commune

Fait à Saint-Clair du Rhône le 21 mars 2024

